



Direction Générale des Services
Gestion des Assemblées
Environnement

Envoyé en préfecture le 28/09/2016

Reçu en préfecture le 28/09/2016

Affiché le 28 SEP. 2016

ID : 083-248300493-20160922-C_2016_118-DE

C_2016_118

EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION

SÉANCE DU JEUDI 22 SEPTEMBRE 2016

L'an deux mille seize, le vingt deux septembre à dix huit heures, le Conseil d'agglomération, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Président.

| Nombre de Membres | | |
|-----------------------------------|-------------|-------------------------------------|
| Affiliés au Conseil Communautaire | En exercice | Qui ont pris part à la délibération |
| 63 | 63 | 58 |

Objet de la délibération:
Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public du SPANC pour l'année 2015

PRÉSENTS :

Olivier AUDIBERT-TROIN, Claude PIANETTI, Claude ALEMAGNA, Alain PARLANTI, Bernard CHILINI, Liliane BOYER, Valérie MARCY, Gérald PIERRUGUES, Gilbert GALLIANO, Hugues MARTIN, Fabien MATRAS, Nicole FANELLI, Richard STRAMBIO, Georges ROUVIER, Serge BALDECCHI, Yves BACQUET, Christophe CARRIERE, Franck AMBROSINO, Anne-Marie AMOROSO, Jutta AUGUIN, Alain BOUCHER, Alain CAYMARIS, Stéphan CERET, Christine CHALOT-FOURNET, Bernard CHARDES, Brigitte DUBOUIS, Francine FIORINI, Sylvie FRANCIN, Nathalie GONZALES, Malika GUELLATI, Marie-Christine GUIOL, Yves LE POULAIN, Françoise LEGRAIEN, Fabrice MAGAUD, André MENET, Jean-Pierre MOMBAZET, Christine NICCOLETTI, Michèle PELASSY, Thierry PESCE, Francine REGAZZETTI, Régis ROUX, Thierry RUDNIK, Sylvain SENES, Alain VIGIER

REPRÉSENTÉ(S) :

Jacques LECOINTE pouvoir à Alain CAYMARIS, Raymond GRAS pouvoir à Gilbert GALLIANO, Daniel MARIA pouvoir à Gérald PIERRUGUES, Sophie DUFOUR pouvoir à Serge BALDECCHI, Frédéric MARCEL pouvoir à Christine NICCOLETTI, Caroline COLLOMBAT pouvoir à Nicole FANELLI, Anne-Marie COLOMBANI pouvoir à Marie-Christine GUIOL, Alain HAINAUT pouvoir à Brigitte DUBOUIS, Mathilde KOUJI-DECOURT pouvoir à Alain VIGIER, Florence LEROUX pouvoir à Stéphan CERET, Grégory LOEW pouvoir à Sylvie FRANCIN, Jacques MICHEL pouvoir à Francine FIORINI, Christine PREMOSELLI pouvoir à Richard STRAMBIO, Jean-Daniel SANTONI pouvoir à Olivier AUDIBERT-TROIN

ABSENT(S) :

Gilbert BOUZEREAU, Sandrine MARY-BOUZEREAU, Laure REIG, David SONNEVILLE, Valéria VECCHIO

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Madame Marie-Christine GUIOL

RAPPORTEUR : Madame Valérie MARCY

Transmis le :

Au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 mars 1982

Le Rapport Annuel sur le Prix et la Qualité des Services Publics (RAPQS) est destiné à l'information du public et des élus. Il répond à l'obligation de transparence prévu par l'article 73 de la loi n°95-101 du 2 Février 1995, relative au renforcement de la protection de l'environnement, dite Loi Barnier.

En application du décret n°95-635 du 6 Mai 1995 relatif aux rapports annuels sur le prix et la qualité des services publics de l'eau potable et de l'assainissement, sont ainsi concernés les services en charge de tout ou partie des compétences de l'eau potable ou de l'assainissement (collectif ou non collectif).

A ce titre, le Service Public d'Assainissement Non-Collectif (SPANC) se doit d'établir un RAPQS. Le rapport est présenté en Commission consultative des services publics locaux (CCSPL) et soumis pour avis à l'assemblée délibérante dans les neuf mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné, avant transmission au Préfet.

Le rapport est communiqué aux communes membres, afin qu'elles puissent le présenter à leurs assemblées délibérantes dans les douze mois qui suivent la clôture de l'exercice.

Enfin, le public est informé de l'existence dudit rapport et de l'avis de l'assemblée délibérante par voie d'affichage.

Ce rapport porte notamment sur les points et indicateurs de performance suivants :

- la caractérisation technique du service : nombre d'usagers, indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif;
- la tarification et les recettes du service;
- le taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif;
- le financement des investissements : travaux réalisés le cas échéant et présentation des projets à l'étude en vue d'améliorer la qualité du service à l'usager et les performances environnementales du service.

Il ressort de ce rapport les points suivants pour l'année 2015 :

- 407 contrôles à la conception,
- 252 contrôles de réalisation,
- 1052 contrôles de filières existantes (463 ventes, 592, diagnostics d'offices),
- 89.3 % des installations contrôlées sont insatisfaisantes au regard de la réglementation,
- Une augmentation de 40 % du nombre de contrôles par rapport à l'année précédente,
- Un résultat budgétaire excédentaire de 28 427,84 € pour l'exercice.

Le Rapport Annuel sur le Prix et la Qualité du Service public d'assainissement non-collectif pour l'année 2015 de la Communauté d'Agglomération Dracénoise a été présenté en Commission Consultative des Services Publics Locaux réunie le 5 Septembre 2016 et en Commission Hygiène et Salubrité réunie le 6 Septembre 2016.

Envoyé en préfecture le 28/09/2016

Reçu en préfecture le 28/09/2016

Affiché le

ID : 663248300493-20160922-C_2016_118-DE

En conséquence, il est demandé au Conseil d'Agglomération de bien vouloir :

- approuver le Rapport Annuel sur le Prix et la Qualité du Service public d'assainissement non-collectif pour l'année 2015 de la Communauté d'Agglomération Dracénoise.

Le Conseil d'agglomération, après en avoir délibéré A L'UNANIMITE, décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 22 septembre 2016

Olivier AUDIBERT-TROIN



Président
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois vaut rejet.